

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE EN LIGNE

Abonnement Lunii+

(Version applicable septembre 2025)

Les présentes conditions générales de vente (ci-après désignées les « **CGV** ») sont proposées par Lunii (ci-après désigné la « **Société** »), société par actions simplifiée au capital de 12 505 euros, dont le siège social est 1 bis avenue de la République 75011, Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 802 801 472 et représentée par Madame Maëlle Chassard, en sa qualité de président.

Les présentes Conditions Générales de Vente définissent le cadre légal des relations s'établissant entre la Société et ses abonnés (ci-après dénommés les « **Abonnés** ») dans le cadre de l'offre d'abonnement Lunii+ (ci-après désigné, « l'Abonnement ») proposée par la Société. La Société et l'Abonné étant également ci-après dénommées conjointement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

L'utilisation de l'Abonnement est subordonnée à l'utilisation de l'application mobile Lunii (ci-après dénommée la « **Plateforme** ») et ou du site internet de la Société lunii.com (ci-après désigné, le « **Site** ») conçue et exploitée par la Société.

La Société est propriétaire et éditeur de la Plateforme et du Site.

Avant toute utilisation de la Plateforme et du Site, l'Abonné doit s'assurer qu'il dispose des moyens techniques et informatiques lui permettant d'accéder et d'utiliser de manière sécurisée la Plateforme et de commander les produits proposés par la Société via la Plateforme ou le Site. L'Abonné doit également s'assurer que la configuration informatique de son matériel/équipement est en bon état et ne contient pas de virus.

La Plateforme et le site sont éditées par la Société. Elles sont hébergées par Amazon Web Services, Inc. Siège social : P.O. Box 81226 - Seattle, WA 98108-1226, Etats-Unis d'Amérique.
La directrice de la publication est Madame Maëlle Chassard.

Il est possible de contacter la Société à l'adresse indiquée en tête des présentes, ou encore en utilisant le formulaire de contact à l'adresse suivante <https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>

ARTICLE 1 : DÉFINITIONS

Dans les présentes Conditions Générales de Vente, les mots ou expressions commençant avec une majuscule ont la signification qui suit :

- **Abonné** : désigne la personne ayant souscrit à l'offre d'Abonnement Lunii+ ;
- **Abonnement** : désigne un forfait payant renouvelable automatiquement par tacite reconduction pour des périodes identiques (mensuelle) permettant aux utilisateurs du modèle V3, de « Ma Fabrique à Histoires » ou « FLAM » (ci-après la « Conteuse ») d'accéder à une sélection de livres audio issus du catalogue Lunii. Dans le cadre de cet abonnement :
 - L'Abonné peut charger sur sa Conteuse jusqu'à dix (10) livres audio inclus dans l'offre Lunii+, qu'il peut ensuite échanger à volonté et sans limitation de fréquence parmi les livres audio disponibles au catalogue de l'Abonnement.
 - L'Abonné conserve la possibilité d'écouter, en parallèle, tous les livres audio acquis séparément hors Abonnement, lesquels demeurent sa propriété définitive et peuvent coexister avec les livres audio de l'Abonnement sur la Conteuse.
 - **ATTENTION : L'Abonnement n'inclut pas certains livres audio du catalogue Lunii, notamment :**
 - les contenus personnalisables,
 - les contenus musicaux (ex. « Comptines », « Bruits Blancs », « Musicaux »),
 - ainsi que tout contenu signalé comme « exclusif à l'achat ».

À l'issue de l'Abonnement, l'utilisateur perd l'accès aux livres audio Lunii+ téléchargés sur sa Conteuse, mais conserve l'intégralité des livres audio achetés séparément hors Abonnement, ceux-ci lui appartenant définitivement.

L'abonnement commence le jour où l'Abonné souscrit à un Abonnement et effectue le paiement

correspondant par le biais d'un moyen de paiement valide. L'Abonnement se renouvelle automatiquement chaque mois, et la Société prélève automatiquement les frais d'Abonnement correspondant à la périodicité choisie par l'Abonné. L'Abonnement « Lunii+ » est destiné qu'à une seule Conteuse. L'Abonné peut toutefois ajouter jusqu'à trois (3) Conteuses supplémentaires pour bénéficier de l'Abonnement sur ces autres Conteuses, moyennant un paiement supplémentaire, qui s'ajoutera au prix de l'Abonnement principal. Chaque Conteuse supplémentaire bénéficie des mêmes conditions d'accès au catalogue que la Conteuse principale.

L'offre d'Abonnement est uniquement disponible dans les pays suivants : France (métropolitaine), DROM-TOM, Belgique, Luxembourg, Suisse, Monaco, Italie, Pays-Bas, Allemagne.

- **Client** : désigne toute personne qui effectue l'achat de Produits via la Plateforme ou le Site ;
- **Compte** : désigne l'espace accessible sur la Plateforme, permettant aux Utilisateurs / Abonnés d'accéder à l'ensemble des fonctionnalités proposées par la Société ;
- **Contenu** : désigne tout(e) texte, graphique, image, musique, vidéo ou autre élément susceptible d'être mis en ligne par un Utilisateur / Abonné ;
- **Conteuse** : désigne les produits physiques commercialisés par la Société sous le nom de « Ma Fabrique à Histoires » et « FLAM », permettant d'écouter les livres audio issus du catalogue Lunii.
L'accès à l'Abonnement n'est accessible qu'aux utilisateurs du modèle V3 de « Ma Fabrique à Histoires » et « FLAM ».
- **Données Personnelles** : désigne les données à caractère personnel au sens du règlement européen sur la protection des données personnelles que la Société collecte, transmet ou traite, permettant d'identifier ou de rendre identifiable toute personne physique ;
- **Droit de Propriété Intellectuelle** : désigne l'ensemble des droits de propriété littéraire et artistique (droit d'auteur et droit voisin), de propriété industrielle (marque, dessin et modèle et brevet) prévus dans le Code de propriété intellectuelle et les Traités internationaux ;
- **Plateforme** : désigne l'application mobile Lunii, ainsi que l'ensemble du Contenu créé dont notamment : la charte graphique, les frames, les bannières, les animations flash et vidéo, le code source, code html et programmation ;
- **Produit** : désigne tout produit commercialisé par la Société via la Plateforme et le Site ;
- **Service(s)** : désigne toutes les fonctions, installations, utilisations, informations, offres de partenaires et/ou promotionnelles ou tous autres services accessibles via la Plateforme et du Site de l'Abonnement.
- **Site** : désigne le site internet de la Société accessible à l'adresse lunii.com
- **Utilisateur(s)** : désigne toute personne disposant d'un Compte et qui utilise la Plateforme, le Site ou tout ou partie des Services proposés par celle-ci ;

ARTICLE 2 : APPLICATION ET OPPOSABILITE DES CGV

La Société propose un service d'Abonnement permettant aux Abonnés de charger jusqu'à 10 livres audio issus du catalogue Lunii (sauf exceptions) sur sa Conteuse, avec la possibilité de les échanger à volonté et sans limite. Le catalogue de l'Abonnement couvre la majorité des contenus, à l'exception des contenus réservés à l'achat (contenus personnalisables et contenus musicaux comme Comptines ou Bruits Blancs ou toutes autres contenus mentionnés comme étant exclu de l'offre d'Abonnement au choix de la Société).

L'usage de l'Abonnement est exclusivement restreint aux modèle V3 de « Ma Fabrique à Histoires » et « FLAM ».

L'Abonnement concerne une seule Conteuse, mais l'Abonné peut ajouter jusqu'à trois Conteuses

supplémentaires moyennant un paiement supplémentaire, chaque Conteuse bénéficiant des mêmes conditions d'accès.

L'Abonnement proposé par la Société est accessible sur la Plateforme et le Site qui propose la vente d'histoires audio et permet l'utilisation de l'Abonnement. Cette application est téléchargeable en ligne.

Les présentes CGV ont pour objet de définir les rapports contractuels et commerciaux entre la Société, d'une part, et tout Abonné à l'offre d'Abonnement d'autre part.

L'Abonné reconnaît qu'il ne pourra souscrire et accéder à l'Abonnement que si l'Abonné accepte sans réserve les présentes CGV et les Conditions Générales d'Utilisation de l'Abonnement (ci-après, les « CGU ») que l'Abonné s'engage à respecter. En plus des présentes CGU et des CGV, l'Abonné est soumis lors de la souscription à un Abonnement aux Conditions d'Utilisation et de Vente de la Plateforme et du Site disponibles à l'adresse suivante : <http://lunii.com/fr-fr/information/mentions-legales> . L'ensemble de ces documents constitue le Contrat passé entre l'Abonné et la Société, à l'exception de tout autre document.

Ainsi, l'Abonné déclare avoir pris connaissance et accepté les présentes CGV et CGU applicables à l'Abonnement avant la souscription à un Abonnement.

La validation de l'Abonnement vaut donc acceptation des présentes CGV. Celles-ci sont régulièrement mises à jour, les CGV applicables sont celles en vigueur sur la Plateforme ou le Site à la date d'utilisation de l'Abonnement et de la Plateforme ou du Site. L'Abonné sera tenu informé des modifications relatives aux CGV par tous moyens.

Toute condition contraire posée par l'Abonné serait donc, à défaut d'acceptation expresse, inopposable à la Société quel que soit le moment où elle aura pu être portée à sa connaissance.

Le fait que la Société ne se prévale pas à un moment donné d'une quelconque disposition des présentes CGV, ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement d'une quelconque disposition desdites CGV.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'ACCÈS À L'ABONNEMENT

L'Abonné déclare avoir la capacité d'accepter les présentes CGV et atteste avoir la majorité légale et ne pas faire l'objet d'une mesure de protection juridique des majeurs (mise sous sauvegarde de justice, sous tutelle ou sous curatelle).

L'Abonné déclare être résident de France (métropolitaine), DROM-TOM, Belgique, Luxembourg, Suisse, Monaco, Italie, Pays-Bas, Allemagne et disposer d'une carte bancaire émise par un établissement bancaire d'un de ces pays.

ARTICLE 4 : CRÉATION D'UN COMPTE - COMMANDE DE PRODUITS

4.1 Toute personne souhaitant souscrire à un Abonnement doit créer un compte client (ci-après désigné le « **Compte** ») sur la Plateforme ou le Site. Pour ce faire, l'Abonné doit, lors de son inscription, obligatoirement renseigner les informations suivantes :

- Adresse e-mail ;
- Mot de passe ;
- Adresse de facturation (prénom, nom, adresse postale) ;
- Informations de paiement avec un mode de paiement valide.

Si l'Abonné possède déjà un Compte utilisant la même adresse e-mail que celle indiquée pour la souscription à l'Abonnement, les informations du Compte existant seront alors utilisées pour créer votre Compte d'Abonnement.

L'Abonné s'engage, à ce titre, à ne fournir que des informations exactes, valides, à jour et adéquates et à informer la Société de tout changement qui pourrait les affecter par la suite.

La Société est susceptible de demander certaines informations complémentaires afin d'attester de la réalité de l'identité de l'Abonné. En acceptant les présentes CGV, les Abonnés acceptent de transmettre l'ensemble des informations susvisées à la première demande. À défaut, les Services de l'Abonnement ne seront pas accessibles.

L'Abonné doit informer la Société de toute perte de ses identifiants et mot de passe sans délai. Une fois informée, la Société lui enverra un mot de passe temporaire lui permettant par la suite de choisir un nouveau mot de passe. La Société pourra néanmoins s'assurer de l'identité de la personne à l'origine de la demande.

Les identifiants et mot de passe sont strictement personnels. L'Abonné s'engage à les conserver secrets et à ne les divulguer à personne. La Société décline toute responsabilité en cas de perte ou de mauvaise utilisation de ces informations.

Après acceptation des CGV et autres Conditions Générales applicables à l'Abonnement, le contrat est valablement conclu entre la Société et l'Abonné et les engage. La Société lui envoie alors une confirmation d'Abonnement par email, reprenant les éléments récapitulatifs de la souscription.

L'Abonné s'engage à ne créer qu'un seul Compte Lunii. En cas de création de Compte multiple par l'Abonné, la Société informe l'Abonné qu'il est impossible de fusionner deux Comptes Lunii. Ainsi, la Société ne sera pas tenue de fournir assistance ou maintenance, au titre de ces CGV dans le cas de la fusion d'un compte vers un autre Compte Lunii.

4.2 La Société propose une formule d'Abonnement et des options supplémentaires :

- Formule Mensuelle : L'Abonnement est disponible sur une base mensuelle au tarif de 10€ par mois. La Société débitera chaque mois le montant correspondant à la date de renouvellement mensuel. L'Abonnement se renouvelle automatiquement chaque mois à la date d'anniversaire de souscription, sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues aux présentes CGV. Par exemple, si l'Abonné souscrit à l'Abonnement mensuel le 5 octobre 2025, l'Abonnement sera automatiquement renouvelé le 5 novembre 2025.
- L'Abonnement n'est disponible que sur une seule Conteuse (au choix de l'Abonné parmi l'ensemble des Conteuses de l'Abonné).
Néanmoins, l'Abonné peut, s'il le souhaite, ajouter jusqu'à trois (3) Conteuses supplémentaires à son Abonnement « Lunii+ ».
Chaque conteuse supplémentaire :
 - Bénéficie des mêmes conditions d'accès au catalogue que la Conteuse principale.
 - Est associée à un paiement supplémentaire, calculé en fonction du nombre de Conteuses ajoutées, qui s'ajoute au prix de l'Abonnement principal.
 - Doit être enregistrée au Compte de l'Abonné pour que l'accès aux livres audio via l'Abonnement soit effectif.

L'option ne peut être activée que pendant la durée de validité de l'abonnement et est soumise au paiement complémentaire correspondant. À la fin de la souscription de l'Abonnement, l'ensemble du contenu issu de l'offre d'Abonnement sera automatiquement retiré des Conteuses.

L'Abonné comprend et accepte que la Société est susceptible de prendre les mesures qu'elle juge raisonnablement nécessaires pour prévenir toutes fraudes et abus.

L'Abonné peut par ailleurs effectuer des achats hors Abonnement. En effet, l'Abonné peut également procéder à l'achat de sa Commande d'histoires audio via un paiement classique par carte bancaire, carte cadeau, sur la Plateforme et le Site.

4.3 Les Produits proposés à la vente sont décrits et présentés avec la plus grande exactitude possible.

La Société se réserve le droit de corriger le contenu de la Plateforme ou du Site, notamment pour s'adapter aux évolutions de la Plateforme et de l'activité de la Société par la mise à disposition de nouveaux Produits, la suppression ou la modification de Produits existants.

L'Abonné sélectionne le ou les Produits qu'il souhaite acheter, et peut accéder à tout moment au récapitulatif de sa Commande.

Le récapitulatif de la Commande présente la liste du ou des Produits que l'Abonné a sélectionnés, ainsi que des éventuels frais annexes venant s'ajouter au prix de la Commande. L'Abonné a la possibilité de modifier sa Commande et de corriger d'éventuelles erreurs avant de procéder à l'acceptation de sa Commande.

Après avoir accédé au récapitulatif de sa Commande l'Abonné introduit ses coordonnées bancaires et confirme l'acceptation de sa Commande en cochant la case de validation des CGV, puis en cliquant sur l'icône de validation de la Commande. La mention « *Commande avec obligation de paiement* » ou une formule analogue dénuée de toute ambiguïté figure à côté de l'icône de validation de la Commande afin de s'assurer que L'Abonné reconnaît explicitement son obligation de paiement de la Commande.

Quel que soit le mode de paiement utilisé, l'Abonné doit ensuite cliquer sur la case « *J'accepte que mon droit de rétraction légal prenne fin dans 14 jours ou dès que je commence le téléchargement de ce titre sur Ma Fabrique à Histoires, selon ce qui se produit en premier* » ou une formule analogue dénuée de toute ambiguïté. L'Abonné reconnaît explicitement avoir renoncé à ce droit en cas de téléchargement d'histoires audio sur « Ma Fabrique à Histoires ».

Après acceptation des CGV et validation de la Commande avec obligation de paiement, le contrat est valablement conclu entre la Société et l'Abonné et les engage de manière irrévocable. La Société lui envoie alors une confirmation de Commande par email, reprenant les éléments du récapitulatif de sa Commande.

Après avoir validé ses informations de facturation, l'Abonné procède au paiement de sa Commande selon les modalités précisées à l'article 4 des présentes CGV.

ARTICLE 5 : TARIFS DE L'ABONNEMENT – CONDITIONS DE RÈGLEMENT DE LA COMMANDE

5.1 En souscrivant à un Abonnement, l'Abonné autorise la Société à facturer, du prix de l'Abonnement mensuellement.

Lorsque l'Abonné souscrit et souscrit à un Abonnement, l'Abonné sera immédiatement facturé. Sauf indication expresse de la part de l'Abonné dans les conditions prévues aux présentes, l'Abonnement sera automatiquement renouvelé chaque mois et l'Abonné sera facturé à la même date chaque mois (à savoir, la date à laquelle l'Abonné a souscrit à un Abonnement), étant entendu que, si cette date n'existe pas pour un mois de renouvellement en particulier, l'Abonnement sera renouvelé automatiquement le dernier jour du mois. Par exemple, un client dont l'abonnement mensuel est programmé pour être renouvelé le 2 du mois sera toujours facturé le 2.

Autre exemple, un abonnement commençant le 30 ou le 31 janvier est facturé le 28 février (ou le 29 février dans une année bissextile), puis le 31 mars, le 30 avril, et ainsi de suite.

Le paiement sera prélevé à l'aide du moyen de paiement renseigné par l'Abonné sur son Compte à cette date ou dès que possible après cette date, étant entendu que, si la Société n'est pas en mesure, pour quelque raison que ce soit, de prélever le paiement à la date même du renouvellement automatique de l'Abonnement, la Société prélèvera le paiement dès que possible par la suite. Dans le cas où le prélèvement sur ce moyen de paiement est refusé, l'Abonné est notifié par l'envoi d'un email l'invitant à régulariser la situation sur son Compte. La Société effectuera une nouvelle demande de paiement dans un délai de trois (3) jours après l'envoi du mail initial précisant le défaut de paiement de l'Abonnement. Si le moyen de paiement est une nouvelle fois refusé, la Société tentera une nouvelle fois le cinquième et le septième jour suivant l'envoi du mail initial. Si au bout de la troisième tentative (soit 7 jours après le mail initial) le défaut du paiement de l'Abonnement persiste, la Société notifiera par email l'annulation de l'Abonnement. À compter de la résiliation de l'Abonnement,

l'ensemble du contenu téléchargé sur le(s) Conteneur(s) sera supprimé automatiquement.

La Société envoie par mail à chaque date anniversaire de la période d'Abonnement la facture correspondante au tarif de l'Abonnement.

Les informations sur une facture ne peuvent pas être modifiées par la Société une fois la facture éditée. L'Abonné peut néanmoins modifier ces informations sur le Compte dans la rubrique "Paiement et factures" en modifiant son "Adresse de facturation" afin de voir ces nouvelles informations apparaître sur les nouvelles factures.

Le tarif et des options supplémentaires de l'Abonnement sont susceptibles de modification à tout moment par la Société. L'Abonné recevra un email d'information précisant les modalités et le nouveau tarif à l'adresse email renseignée sur le Compte de l'Abonné lors de l'inscription au minimum 15 jours avant la date de prise d'effet. Sauf indication contraire expresse de la part de la Société, toute évolution du prix de l'Abonnement entrera en vigueur lors du prochain cycle de facturation. Si l'Abonné n'accepte pas le changement de tarif, l'Abonné pourra résilier son Abonnement conformément aux instructions figurant dans l'email et dans les présentes CGV, et la résiliation prendra effet à la fin du cycle de facturation en cours.

La Société se réserve le droit de modifier, supprimer ou d'interrompre le service d'Abonnement, des fonctionnalités, des services en tout ou partie, à tout moment et sans encourir de responsabilité à son égard.

5.2 Les prix sont mentionnés sur la Plateforme et sur le Site dans les descriptifs des différents Produits disponibles, en euros.

Tant que les Produits et leurs prix sont visibles sur la Plateforme ou le Site, les Produits sont considérés comme disponibles.

Le montant total de la Commande est indiqué dans le récapitulatif de la Commande (pour un achat hors Abonnement), avant que l'Abonné n'accepte les présentes CGV, valide sa Commande, renseigne et valide ses coordonnées de facturation et procède au paiement. Ce montant total est indiqué en toutes taxes comprises.

La Société n'est d'aucune manière un établissement bancaire et l'ensemble des prestations d'encaissement sont assurées par la société Chargebee, partenaire agréé et spécialisé dans la sécurisation de paiement en ligne. La Société invite en conséquence les Abonnés à prendre connaissance de leurs conditions générales de vente. Il appartient aux Abonnés de vérifier l'adéquation des services à leurs besoins.

Les transactions effectuées par leur biais sont sécurisées selon un procédé de cryptage SSL et ce afin de renforcer l'ensemble des procédés de brouillage et de cryptage en optimisant la protection de toutes les données personnelles liées à ce moyen de paiement.

Les informations bancaires sont directement communiquées au prestataire de paiement sécurisé. La Société n'a jamais accès aux informations confidentielles relatives aux moyens de paiement.

Toutefois, la Société est susceptible de demander certaines informations afin d'attester de la réalité de l'identité de l'Abonné. En acceptant les présentes CGV, l'Abonné accepte de transmettre l'ensemble des informations demandées.

5.3 L'Abonné garantit à la Société qu'il dispose des autorisations nécessaires pour utiliser le mode de paiement, lors de la souscription à l'Abonnement et/ou de la passation de la Commande. L'archivage des communications, des bons de Commande et des factures est effectué sur un support fiable et durable. Elles pourront être produites à titre de preuve du contrat, le cas échéant.

La Société se réserve le droit de suspendre ou d'annuler l'Abonnement ou toute exécution et/ou livraison d'une Commande, quels que soient sa nature et son niveau d'exécution, en cas de défaut de

paiement ou de paiement partiel de toute somme qui serait due par l'Abonné à la Société, en cas d'incident de paiement, ou en cas de fraude ou tentative de fraude relative à l'utilisation de la Plateforme ou du Site et au paiement d'une Commande.

ARTICLE 6 : OFFRE D'ESSAI

Offres d'essai / gratuit. La Société peut à tout moment et à son entière discrétion, proposer ou retirer des Offres d'Essai gratuites, dans des conditions qui seront précisées par la Société (ci-après désigné une « Offre d'Essai »). Pour profiter de l'Offre d'Essai l'Utilisateur devra disposer d'un moyen de paiement valide (d'une carte de crédit) au moment de l'inscription à l'Offre d'Essai afin que l'Utilisateur puisse utiliser l'Abonnement. Dans ces conditions, la Société peut demander une autorisation temporaire à l'institution financière émettrice de la carte bancaire ou de tout autre moyen de paiement de l'Utilisateur, afin de confirmer la validité de ce moyen de paiement dans le but de vérifier que l'Utilisateur puisse participer à l'Offre d'Essai.

À l'expiration de l'Offre d'Essai, et sauf résiliation dans les conditions décrites au présent CGV, la souscription à l'Abonnement de l'Utilisateur correspondant sera automatique et la Société débitera le mode de paiement utilisé par l'Utilisateur lors de l'inscription à l'Offre d'Essai pour le facturer du tarif mensuel de l'Abonnement.

L'UTILISATEUR DOIT ANNULER SON OFFRE D'ESSAI AVANT LA FIN DE LA PÉRIODE D'ESSAI POUR ÉVITER D'ÊTRE DÉBITÉ. Les Offres d'Essai sont limitées à une seule Offre par foyer et même adresse email, même compte Lunii.

ARTICLE 7 : OFFRIR UN ABONNEMENT CADEAU

La Société propose la possibilité d'offrir un Abonnement cadeau, d'une durée de douze (12) mois, présenté au Bénéficiaire sous la forme d'un code cadeau envoyé par mail soit au Client, soit directement au Bénéficiaire, contenant un code échangeable sur lunii.com, ou l'application (l'« Abonnement cadeau »). Afin de profiter d'Abonnement cadeau, le Bénéficiaire doit avoir ou créer un compte sur l'une des Plateformes de la Société et accepter l'ensemble des Conditions Générales de vente et d'utilisation de l'Abonnement, de la E-carte-cadeau, disponible à l'adresse suivante : <https://lunii.com/fr-fr/mentions-legales/> pour pouvoir bénéficier de l'Abonnement cadeau.

La durée de validité (ci-après désignée, la « Validité ») de l'Abonnement cadeau est de douze (12) mois à compter de sa date d'envoi au Client ou au Bénéficiaire. Le Client a la possibilité de choisir le moment de l'envoi au Bénéficiaire du code cadeau : le jour même de sa Commande, ou à une autre date dans le mois (1) suivant la date de la Commande.

À l'issue de sa Validité, le code cadeau ne sera plus utilisable et l'activation sur le Compte ne sera plus possible. L'Abonnement cadeau ne sera par ailleurs ni remboursé, ni renouvelé, ni échangé, ni prolongé. Le paiement de l'Abonnement cadeau sera effectué en une seule fois, lors de la finalisation de la Commande. L'engagement est ferme sur la période. Le Client conserve la possibilité d'exercer son droit de rétractation dans les conditions prévues à l'article « RÉTRACTATION ET RÉSILIATION ». Lors de l'arrivée de l'échéance de l'Abonnement cadeau de douze (12) mois offert, aucune reconduction tacite de l'Abonnement ne sera effectuée.

L'Abonnement cadeau est cumulable avec un Abonnement déjà en cours. Ainsi, si le Bénéficiaire est déjà Abonné à une offre d'Abonnement, la durée de l'Abonnement initiale se verra augmentée de douze (12) mois. À l'issue de cette période, l'Abonnement initial reprendra son cours.

ARTICLE 8 : RÉTRACTATION ET RÉSILIATION

8.1 Conformément à l'article L221-28, 1° du Code de la consommation, l'Abonné reconnaît et accepte expressément que l'Abonnement « Lunii+ » constitue une prestation de service dont l'exécution débute immédiatement après la souscription, par la mise à disposition immédiate du catalogue sur la Plateforme et/ou le Site.

En conséquence, l'Abonné **renonce expressément à son droit de rétractation**, et ne pourra donc pas se prévaloir du délai légal de quatorze (14) jours prévu à l'article L221-18 du Code de la consommation.

Cette renonciation n'affecte en rien les droits contractuels dont bénéficie l'abonné dans le cadre de son Abonnement.

L'abonné est informé de cette conséquence avant la validation de la commande et doit expressément donner son accord via une case à cocher ou un mécanisme équivalent mise en place par la Société.

L'Abonné est informé de cette renonciation préalablement à la souscription à l'Abonnement avec location, et doit cocher une case spécifique pour donner son accord exprès avant toute souscription.

Conformément à l'article L.221-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation ne peut être exercé pour les contrats de fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques lorsqu'ils ont été descellés par le consommateur après la livraison ou d'un contenu numérique non fourni sur un support matériel dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation. L'Abonné peut donner à la Société cet accord préalable et exprès et renoncer à son droit de rétractation dans les conditions prévues ci-dessus.

Les Produits proposés par la Société ne sont ni repris, ni échangés lorsqu'ils ont été téléchargés sur « Ma Fabrique à Histoire » ou « FLAM » par l'Abonné, sauf en cas d'erreur imputable à la Société, notamment en cas de livraison de Produits ne correspondant pas à la Commande de l'Abonné.

8.2 En application des articles L215-1 à L. 215-3 et de l'article L. 241-3 du Code de la consommation, l'Abonné sera informé par écrit par le biais d'un email de la possibilité de ne pas reconduire l'Abonnement au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant l'arrivée du terme de la période autorisant le rejet de la reconduction tacite.

Article L215-1 : «Pour les contrats de prestations de services conclus pour une durée déterminée avec une clause de reconduction tacite, le professionnel prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite. Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de non- reconduction.

Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.»

Article L215-3 du Code de la Consommation : «Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non-professionnels.»

Article L241-3 du Code de la Consommation : «Lorsque le professionnel n'a pas procédé au remboursement dans les conditions prévues à l'article L. 215-1, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal.

8.3 L'Abonné peut résilier son Abonnement à tout moment et continuera d'avoir accès aux services de l'Abonnement jusqu'à la fin du cycle de facturation en cours. La demande de résiliation doit être initiée avant la fin du cycle de facturation en cours pour être prise en compte par la Société. Dans le cas contraire, l'Abonnement se poursuivra. La résiliation prendra effet à la fin du cycle de facturation en cours. Par exemple, l'Abonné a souscrit à un Abonnement le 14 novembre 2025, il pourra résilier son Abonnement jusqu'au 13 décembre 2025. Pour résilier l'Abonnement l'Abonné doit se rendre dans la rubrique «Mon Abonnement» accessible en cliquant sur l'icône «Mon compte». Il doit ensuite cliquer sur le bouton «Je souhaite annuler mon abonnement».

En fonction de l'Offre, les conditions de résiliation sont les suivantes :

- Si l'Utilisateur bénéficie d'une Offre d'Essai, l'Utilisateur peut s'opposer à sa conversion en Abonnement payant en résiliant l'Offre d'Essai avant la fin de l'Offre d'Essai gratuite. L'Utilisateur peut également résilier son offre d'Abonnement à tout moment après l'expiration de l'Offre d'Essai gratuite.

- Si le Bénéficiaire bénéficie d'un Abonnement cadeau, le Bénéficiaire peut exercer son droit de rétractation dans un délai de 14 jours suivant la date de réception du code cadeau envoyé par mail. La Société remboursera intégralement le Client, du prix de l'Abonnement cadeau, uniquement si le Bénéficiaire n'a pas activé son code cadeau durant le délai de 14 jours.

ARTICLE 9 : LIVRAISON

Une fois la prestation exécutée, la Société transmettra à l'Abonné le résultat de la prestation. Le Produit sera livré par voie de téléchargement sur tout support choisi par la Société.

Si l'Abonné se trouve dans l'impossibilité de télécharger le fichier, il devra impérativement signaler cette difficulté par e-mail à la Société ou en remplissant le formulaire de contact à l'adresse suivante : <https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>.

Les Produits proposés par la Société ne sont ni repris, ni échangés lorsqu'ils ont été téléchargés sur « Ma Fabrique à Histoire » et « FLAM » par l'Abonné, sauf en cas d'erreur imputable à la Société, notamment en cas de livraison de Produits ne correspondant pas à la Commande de l'Abonné.

ARTICLE 10 : SERVICE CLIENT

Pour toute demande d'informations, de précisions ou pour toute réclamation, l'Abonné doit contacter, en priorité, le Service Client de la Plateforme ou du Site, afin de permettre à ce dernier de tenter de trouver une solution au problème.

Le Service Client est accessible du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures (UTC+2h) en utilisant le formulaire de contact à l'adresse suivante :

<https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>

ARTICLE 11 : GARANTIES LÉGALES

Tous les Produits proposés par la Société sont soumis à la garantie légale de conformité prévue par la loi, et notamment les articles L.217-4 et suivants du Code de la consommation, et à la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 et 1648, premier alinéa, du Code Civil.

Article L217-4 du Code de la consommation : « La Société est tenue de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité. »

Article L217-5 du Code de la consommation : « Pour être conforme au contrat, le bien doit :

- Être propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant :
- correspondre à la description donnée par la Société et posséder les qualités que celui-ci a présentées au Client sous forme d'échantillon ou de modèle
- présenter les qualités qu'un Client peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par la Société, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage
- Ou présenter les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou être propre à tout usage spécial recherché par le Client, porté à la connaissance de la Société et que ce dernier a accepté. »

Article L217-7 du Code de la consommation : « Les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance, sauf preuve contraire.

Pour les biens vendus d'occasion, ce délai est fixé à douze mois.

La Société peut combattre cette présomption si celle-ci n'est pas compatible avec la nature du bien ou le

défaut de conformité invoqué. »

Article L217-8 du Code de la consommation : « Le Client est en droit d'exiger la conformité du bien au contrat. Il ne peut cependant contester la conformité en invoquant un défaut qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer lorsqu'il a contracté. »

Article L217-9 du Code de la consommation : « En cas de défaut de conformité, le Client choisit entre la réparation et le remplacement du bien.

Toutefois, la Société peut ne pas procéder selon le choix de le Client si ce choix entraîne un coût manifestement disproportionné au regard de l'autre modalité, compte tenu de la valeur du bien ou de l'importance du défaut. Il est alors tenu de procéder, sauf impossibilité, selon la modalité non choisie par le Client.

Tout produit réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité bénéficie d'une extension de ladite garantie de six mois.

Dès lors que le consommateur fait le choix de la réparation mais que celle-ci n'est pas mise en œuvre par le Vendeur, le consommateur peut demander le remplacement du bien, qui s'accompagne dans ce cas d'un renouvellement de la garantie légale de conformité. Cette disposition s'applique soit à l'expiration du délai d'un mois prévu au 1° de l'article L. 217-10, soit avant ce délai lorsque la non-réparation résulte d'une décision prise par la Société. »

Article L217-10 du Code de la consommation : « Si la réparation et le remplacement du bien sont impossibles, le Client peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire rendre une partie du prix.

La même faculté lui est ouverte :

1° Si la solution demandée, proposée ou convenue en application de l'article L. 217-9 ne peut être mise en œuvre dans le délai d'un mois suivant la réclamation de l'Acheteur ;

2° Ou si cette solution ne peut l'être sans inconvénient majeur pour celui-ci compte tenu de la nature du bien et de l'usage qu'il recherche.

La résolution de la vente ne peut toutefois être prononcée si le défaut de conformité est mineur. »

Article L217-12 du Code de la consommation : « L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien. »

Article L217-16 du Code de la consommation : Lorsque le Client demande à la Société, pendant le cours de la garantie commerciale qui lui a été consentie lors de l'acquisition ou de la réparation d'un bien meuble, une remise en état couverte par la garantie, toute période d'immobilisation d'au moins sept jours vient s'ajouter à la durée de la garantie qui restait à courir. Cette période court à compter de la demande d'intervention du Client ou de la mise à disposition pour réparation du bien en cause, si cette mise à disposition est postérieure à la demande d'intervention. »

Article 1641 du Code civil : « La Société est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que le Client ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. »

Article 1648 alinéa 1er du Code civil : « L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. »

Si un Abonné estime avoir reçu un Produit qu'il considère comme défectueux ou non-conforme il devra en informer la Société, par une réclamation écrite au service client en remplissant le formulaire de contact à l'adresse suivante : <https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new> en précisant ses coordonnées, la référence du Produit concerné, le problème constaté (erreur de produit, etc.) et le numéro de Commande correspondant.

Il appartiendra à l'Abonné de fournir toute justification quant à la désignation des vices apparents et/ou anomalies constatés. L'Abonné devra laisser à la Société toute facilité pour procéder à la constatation de ces vices ou non conformités et pour y porter remède le cas échéant. Il s'abstiendra d'intervenir lui-même ou de faire intervenir un tiers à cette fin.

Si les vices et/ou anomalies sont confirmés par la Société, celui-ci adressera alors à l'Abonné ses instructions sur la manière de procéder après avoir pris connaissance de la réclamation ainsi formulée et, le cas échéant, procèdera au remplacement du Produit dont la Société aurait été amenée à constater le défaut de conformité, ou la défectuosité.

Dans le cas où l'échange du Produit serait impossible, la Société sera tenue de rembourser l'Abonné dans les trente (30) jours suivant la réception du Produit. Le remboursement s'effectuera sur proposition de la Société par crédit sur le compte bancaire de l'Abonné, l'Abonné pouvant opter pour un autre mode de remboursement que celui proposé.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS DE L'ABONNÉ

L'Abonné s'engage à respecter les termes des présentes CGV et toutes Conditions Générales applicables à l'Abonnement, à la Plateforme et au Site.

L'Abonné s'engage à utiliser l'Abonnement, la Plateforme ou le Site de manière conforme aux lois et règlements en vigueur.

L'Abonné convient qu'il n'utilise la Plateforme ou le Site que pour son usage personnel et non commercial, conformément aux présentes CGV. À cet égard, l'Abonné convient de s'abstenir :

- D'utiliser l'Abonnement et la Plateforme ou le Site de toute manière illégale, pour toute finalité illégale ou de toute manière incompatible avec ces CGV ;
- De vendre, copier, reproduire, louer, prêter, distribuer, transférer ou concéder sous sous-licence tout ou partie des contenus figurant sur la Plateforme ou le Site ou de décompiler, désosser, désassembler, modifier, afficher sous forme lisible par l'Abonné, tenter de découvrir tout code source ou utiliser tout logiciel activant ou comprenant tout ou partie de la Plateforme ou du Site ;
- De contourner ou tenter de contourner toute mesure technique de protection mise en place par la Société ;
- D'utiliser l'Abonnement sur une autre conteuse que celles enregistrées au compte de l'Abonné, ou de dépasser le nombre de conteuses autorisées conformément aux présentes CGV ;
- De permettre à des tiers non autorisés d'accéder à son Abonnement, notamment par le partage de ses identifiants, codes d'accès ou de ses conteuses enregistrées ;
- De tenter d'obtenir l'accès non autorisé au système informatique de la Plateforme ou du Site ou de se livrer à toute activité perturbante, diminuant la qualité ou interférant avec les performances ou détériorant les fonctionnalités de la Plateforme ou du Site ;
- D'utiliser la Plateforme à des fins abusives en y introduisant volontairement des virus ou tout autre programme malveillant et de tenter d'accéder de manière non autorisée à la Plateforme ;
- De porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de la Société et/ou de revendre ou de tenter de revendre les Produits à des tiers ;
- De dénigrer la Plateforme, le Site, les Produits ainsi que la Société sur les réseaux sociaux et tout autre moyen de communication.

Si, pour un quelconque motif, la Société considère que l'Abonné ne respecte pas les présentes CGV, la Société peut à tout moment, et à son entière discrétion, supprimer son accès à l'Abonnement et à la Plateforme ou au Site et prendre toutes mesures incluant toute action judiciaire civile et pénale à son encontre.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ

La Société met en œuvre toutes les mesures propres à assurer à l'Abonné la fourniture, dans des conditions optimales d'un Abonnement et de Produits de qualité. Elle ne saurait cependant en aucun cas voir sa responsabilité engagée pour toute inexécution ou mauvaise exécution de tout ou partie des

prestations prévues au contrat, qui serait imputable soit à l'Abonné, soit au fait imprévisible et insurmontable d'un tiers étranger au contrat, soit à un cas de force majeure. Plus généralement, si la responsabilité de la Société se trouvait engagée, elle ne pourrait en aucun cas accepter d'indemniser l'Abonné pour des dommages indirects ou dont l'existence et/ou le quantum ne serait pas établi par des preuves. En aucun cas la responsabilité de la Société n'excèdera la valeur des sommes qu'elle aperçues.

La Plateforme ou le Site peuvent contenir des liens vers d'autres sites non édités ni contrôlés par la Société, qui ne pourra être tenue pour responsable du fonctionnement, du contenu ou de tout élément présent ou obtenu par l'intermédiaire de ces sites.

La mise en place de tels liens ou la référence à toutes informations, articles ou produits fournis par une tierce personne, ne peut et ne doit pas être interprétée comme un aval exprès ou tacite, par la Société, de la Plateforme, du Site et de ces éléments ni de leurs contenus.

La Société n'est pas responsable de la disponibilité de la Plateforme, du Site et ne peut en contrôler le contenu ni valider la publicité, les produits et autres informations diffusées sur la Plateforme ou le Site.

Il est expressément stipulé que la Société ne pourra en aucun cas être tenue responsable, de quelque manière que ce soit, pour le cas où le matériel informatique ou la messagerie électronique des Abonnés rejeterait, par exemple du fait d'un anti-spam, les courriers électroniques adressés par la Société, et notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive, la copie du ticket de paiement, l'état récapitulatif de la Commande et le courrier électronique de suivi d'expédition.

L'Abonné a pleinement conscience des dispositions du présent article et notamment des garanties et limitations de responsabilité susvisées, conditions essentielles sans lesquelles la Société n'aurait jamais contracté.

ARTICLE 14 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

14.1 L'ensemble des éléments de la Plateforme et du Site sont protégés par le droit d'auteur, le droit des marques, des dessins et modèles et/ou tous autres droits de propriété intellectuelle. Ces éléments sont la propriété exclusive de la Société. L'ensemble de ces droits est réservé pour le monde entier.

Le nom, les logos, les dessins et modèles, lettres stylisées, marques figuratives, et tous les signes représentés sur la Plateforme et le Site sont et demeureront la propriété exclusive de la Société.

Aucun titre ni droit quelconque sur aucun élément ou logiciel ne sera obtenu par téléchargement ou copie d'éléments de la Plateforme ou du Site. Il est formellement interdit aux Abonnés de reproduire (à part pour son utilisation personnelle et non commerciale), publier, éditer, transmettre, distribuer, montrer, enlever, supprimer, ajouter à la Plateforme ou au Site et aux éléments et logiciels qu'il contient, pas plus que les modifier ou effectuer un quelconque travail en les prenant pour base, ni vendre ou participer à aucune vente en rapport avec la Plateforme ou le Site, les éléments de la Plateforme ou le Site ni aucun logiciel y afférant.

La Société concède à l'Abonné une licence non exclusive non transférable et non sous-licenciable, pour l'accès et l'utilisation personnelle et à des fins non commerciales du service d'Abonnement et pour l'utilisation de la Plateforme et du Site. Cette licence est strictement personnelle et ne peut en aucun cas être cédée ou transférée à quel que tiers que ce soit. La licence est concédée pour la durée de l'Abonnement et d'utilisation de la Plateforme et du Site. Les licences accordées par la Société seront résiliées en cas de non-respect par l'Abonné des présentes CGV ou de toutes Conditions Générales applicables à l'Abonnement et à la Plateforme et du Site.

Toute utilisation par l'Abonné des dénominations sociales, marques et signes distincts appartenant à la Société est strictement prohibée sauf en cas d'accord exprès et préalable de celui-ci.

14.2 La Société détient l'ensemble des droits de propriété intellectuelle applicables relatifs aux Produits proposés ou déclare, lorsqu'un tiers en détient la propriété intellectuelle, avoir obtenu de ce

tiers le droit de commercialiser ou distribuer les Produits.

À ce titre, l'Abonné ne pourra porter atteinte de quelque manière que ce soit aux Produits et notamment d'utiliser les Produits de manière non-conforme à leur destination et aux conditions fixées par les CGV.

ARTICLE 15 : SECURITE

L'Abonné s'engage à ne pas porter atteinte à la sécurité de la Plateforme ou du Site. A cette fin, il s'engage à ne pas procéder à tout accès et/ou maintien frauduleux dans le système d'information de la Plateforme ou du Site. L'Abonné ne peut non plus porter atteinte ou entraver le système d'information de la Plateforme ou du Site. A défaut, la Société pourra prendre à son encontre toute mesure et notamment engager sa responsabilité pénale au titre des articles 323-1 et suivants du Code pénal.

ARTICLE 16 : DONNEES PERSONNELLES

Le descriptif du cadre légal de collecte, l'utilisation et le traitement par la Société des données personnelles est disponible dans la « Politique de Confidentialité » de la Société disponible à l'adresse suivante : <https://lunii.com/fr-fr/mentions-legales/>

L'Utilisateur / l'Abonné reconnaît avoir pris connaissance et accepté la « Politique de Confidentialité » de la Société pour bénéficier des Services proposés par la Société.

Conformément à la loi "Informatique et Libertés n°78-17 du 6 Janvier 1978" relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif aux données personnelles, l'Utilisateur / l'Abonné dispose d'un droit d'accès, de modifications, de rectification, et de suppression des données vous concernant en contactant la Société à l'adresse email suivante : mesdonnees@lunii.com

ARTICLE 17 : DISPOSITIONS D'ORDRE TECHNIQUE

Les services liés à l'utilisation de l'Abonnement, de la Plateforme et du Site sont fournis en l'état et dans la mesure des disponibilités. La Société ne garantit pas une fourniture sans erreur, sans interruption ponctuelle et sécurisée de la Plateforme ou du Site. Elle n'est tenue par aucune obligation d'assistance personnalisée notamment technique. Elle décline toute garantie expresse ou implicite notamment concernant la qualité et la compatibilité de la Plateforme ou du Site à l'utilisation qui en sera faite.

La Société ne garantit pas davantage que les fichiers transmis par les Abonnés ne puissent pas faire l'objet d'intrusions de tiers non autorisés ni être corrompus ou téléchargés ni encore que les informations et les données circulant sur l'Internet sont protégées contre de telles attaques ou des détournements éventuels.

ARTICLE 18 : FORCE MAJEURE

Tout événement en dehors du contrôle de la Société et contre lequel il n'a pu raisonnablement se prémunir constitue un cas de force majeure et suspend à ce titre les obligations des Parties, comme par exemple, sans que cette liste soit limitative : pandémie, une grève ou une panne technique (edf, erdf, des opérateurs de télécommunications, des fournisseurs d'accès Internet ou d'hébergement, des Registrar, etc.), un arrêt de fourniture d'énergie (telle que l'électricité), une défaillance du réseau de communication électronique dont dépend la Société et/ou des réseaux qui viendraient s'y substituer.

La Société ne pourra être tenue responsable, ou considérée comme ayant failli à ses obligations prévues dans les présentes CGV, pour toute inexécution liée à un cas de force majeure tel que

définir la loi et la jurisprudence française, à la condition qu'elle le notifie à l'autre Partie d'une part, et qu'elle fasse son possible pour minimiser le préjudice et exécuter au plus vite ses obligations après cessation du cas de force majeure d'autre part.

ARTICLE 19 : INTEGRALITE

Les dispositions des présentes CGV expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Abonnés et la Société. Elles prévalent sur toute proposition, échange de lettres antérieures et postérieures à la conclusion des présentes, ainsi que sur toute autre disposition figurant dans les documents échangés entre les Parties et relatifs à l'objet des CGV, sauf avenant dûment signé par les représentants des deux Parties.

ARTICLE 20 : NON-RENONCIATION

Le fait que l'une des Parties aux présentes CGV n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette Partie découlant de ladite clause.

ARTICLE 21 : NULLITÉ

Si une ou plusieurs dispositions des présentes CGV sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision devenue définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations des présentes CGV garderont toute leur force et leur portée.

Le cas échéant la Société s'engage à supprimer et remplacer immédiatement ladite clause par une clause juridiquement valide.

ARTICLE 22 : TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre le titre et le chapitre de l'un quelconque des articles et l'une quelconque des clauses, les titres seront réputés non-écrits.

ARTICLE 23 : Loi AGECE

Numéro d'identification unique : FR237152_01PPJE

Dans une démarche de responsabilité élargie du producteur, encadrée par la Loi AGECE, Lunii SAS est conforme et répond à toutes les exigences liées aux déchets d'emballages ménagers générés par Ma Fabrique à Histoires et FLAM.

ARTICLE 24 : DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Les présentes CGV sont régies et interprétées conformément au droit français, sans tenir compte des principes de conflits de lois.

En cas de litige susceptible de survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution des présentes ou en relation avec les présentes CGV, les parties s'engagent à faire tous leurs efforts pour résoudre de façon amiable tous les litiges auxquels les présentes CGV peuvent donner lieu.

Ainsi, en cas de litige entre un Abonné et la Société, les parties conviennent de négocier de bonne foi le règlement du litige. Si les parties ne parviennent pas à régler le litige après au moins trente (30) jours ouvrés de négociation, l'Abonné peut soumettre gratuitement le différend l'opposant à la Société à un médiateur. Il contactera alors le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP) en utilisant le formulaire à sa disposition sur le site internet du CMAP (www.cmap.fr), par courrier électronique

(consommation@cmap.fr) ou par courrier postal (CMAP – Service Médiation de la consommation, 39, avenue F.D. Roosevelt, 75008 PARIS), en précisant impérativement l'objet du litige et en adressant toutes les pièces du dossier, comme indiqué dans le formulaire de saisine. Tout consommateur qui saisit le CMAP doit pouvoir prouver qu'il a, au préalable, tenté de résoudre son litige directement avec la Société. A défaut, la saisine ne pourra être prise en compte. Les parties au litige restent libres d'accepter ou de refuser le recours à la médiation ainsi que, en cas de recours à la médiation, d'accepter ou de refuser la solution proposée par le médiateur. A défaut de résolution amiable du litige, seuls les tribunaux français sont compétents. La Société informe l'Abonné que conformément à l'article 14 du Règlement (UE) n°524/2013, la Commission Européenne a mis en place une plateforme de Règlement en Ligne des Litiges, facilitant le règlement indépendant par voie extrajudiciaire des litiges en ligne entre consommateurs et professionnels de l'Union européenne. Cette plateforme est accessible au lien suivant: <https://webgate.ec.europa.eu/odr/>.